

Conférence de presse
L'économie contre l'initiative sur les vacances
21 février 2012

Six semaines de vacances affaiblissent la compétitivité de l'industrie suisse d'exportation

Exposé de M. Hans Hess, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

La position de Swissmem sur l'initiative sur les vacances est claire: six semaines de vacances au minimum affaibliraient la compétitivité de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM), et ce dans un environnement économique déjà très difficile. L'initiative menace, purement et simplement, des emplois. Elle ne permettrait plus non plus de négocier, selon un modèle qui a fait ses preuves, les réglementations sur les vacances entre les partenaires sociaux.

L'industrie MEM occupe une position clé dans l'économie suisse. Elle génère environ 9% du PIB de la Suisse et emploie plus de 330 000 personnes. Elle exporte près de 80% de sa production, dont plus de 60% à destination de la zone euro. Si l'on considère toute l'économie, l'industrie MEM est responsable de plus d'un tiers des exportations suisses de marchandises. Pour que l'industrie MEM puisse continuer de jouer son rôle de pilier de l'économie suisse, elle doit être compétitive sur la scène internationale.

En 2011, la vigueur du franc a laissé des traces profondes dans l'industrie MEM. De nombreuses entreprises ont été contraintes d'abaisser sensiblement leurs prix à l'exportation pour pouvoir encore gagner des commandes. Durant les neuf premiers mois de 2011, les prix ont diminué de 4,8% par rapport à la même période de l'année précédente. Ces baisses se sont répercutées de plein fouet sur les marges. Plus d'un tiers des entreprises de l'industrie MEM opèrent dans la zone de pertes. Beaucoup ne survivent pour l'instant que grâce à leurs réserves.

Les entreprises de l'industrie MEM ont rapidement réagi et pris toutes sortes de mesures au niveau opérationnel pour atténuer les conséquences négatives du franc fort. Ces mesures ne suffisent cependant de loin pas pour compenser les pertes. Aujourd'hui déjà, de nombreuses entreprises se heurtent à leurs limites et luttent pour leur existence, bien qu'elles ne soient pour rien dans ce qui leur arrive.

Les coûts de l'initiative pèsent surtout sur les petites entreprises

Une acceptation de l'initiative sur les vacances entraînerait d'importants coûts supplémentaires. Le surcoût direct est estimé à quelque 6,3 milliards de francs. Les coûts du travail en Suisse sont aujourd'hui déjà les deuxièmes plus élevés du monde. Ils sont beaucoup plus élevés que dans la plupart des pays industrialisés. Une acceptation de l'initiative les ferait encore renchérir et porterait un grave préjudice à la compétitivité internationale de l'industrie suisse d'exportation. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Des coûts supplémentaires sont exactement le contraire de ce dont a actuellement besoin l'industrie d'exportation. Pour continuer d'exister, les entreprises doivent innover et accroître leur efficacité. L'initiative sur les vacances produit l'effet inverse: pour un salaire inchangé, elle diminue le rendement et, partant, l'efficacité des entreprises.

Une hausse des coûts du travail ne constitue pas la seule conséquence de l'initiative sur les vacances. L'augmentation des charges salariales s'accompagnerait d'une hausse des coûts d'organisation. Pour les entreprises, compenser des absences plus longues et plus fréquentes nécessite un travail de coordination considérable. La main-d'œuvre de remplacement n'est pas toujours sous la main. Trouver des solutions de remplacement flexibles et avantageuses qui disposent du savoir-faire nécessaire n'est souvent pas possible dans des entreprises spécialisées. Si les absences pour cause de vacances ne peuvent pas être compensées, la valeur créée diminue. Les charges financières et organisationnelles occasionnées par les remplacements poseraient de graves problèmes aux petites entreprises, qui représentent 93% des entreprises de la branche. Car plus les effectifs d'une entreprise sont petits, plus les absences se font sentir.

En raison des coûts auxquels elles doivent faire face, de nombreuses entreprises se posent aujourd'hui déjà la question de la délocalisation. Une acceptation de l'initiative sur les vacances enverrait un signal catastrophique, qui dépasserait de loin les conséquences financières. Si les directions des entreprises commencent à avoir l'impression que la Suisse devient plus chère, la tendance à la délocalisation des emplois vers des pays meilleur marché augmentera.

L'industrie MEM a une réglementation généreuse sur les vacances.

Pour conclure, permettez-moi de souligner un fait important. Aujourd'hui déjà, tous les employés qui sont assujettis à la CCT de l'industrie MEM ont droit à 25 jours de vacances au minimum par an. Ce droit passe à 27 jours dès 40 ans et à 30 jours dès 50 ans. S'y ajoutent 9 jours fériés payés et, souvent, différents ponts. Ces réglementations, qui sont le fruit des négociations entre les partenaires sociaux, sont ancrées dans la CCT de l'industrie MEM. L'exemple de l'industrie MEM le montre: trouver des solutions praticables qui répondent aux besoins et aux possibilités des différentes branches devrait rester l'affaire des partenaires sociaux. Nous ne voulons pas que notre marge de manœuvre dans ces négociations soit restreinte par le législateur.

Souvenez-vous-en: une acceptation de l'initiative sur les vacances affaiblit la compétitivité de l'industrie d'exportation et détruira des emplois, dans les petites et moyennes entreprises surtout, nos PME.